

# Ceux qui n'en ont plus rien à foutre des politiques

L'exaspération des citoyens vis-à-vis de leurs élus atteint des sommets. Le principal clivage semble désormais opposer le "système" et ceux qui voudraient y mettre fin. Sans parler de cette nouvelle forme d'abstention qui émerge: les "plus rien à foutre". Et s'il était temps de faire de la politique autrement? - Texte: Gauthier De Bock -

**É**coërement. S'il était un mot pour qualifier ce qui transpire des réactions des forums vis-à-vis de la chose politique, ce serait celui-là. Dans toutes les langues, c'est une longue variation sur la thématique du "tous pourris". Pas un article consacré de près ou de loin aux élections ou aux actions menées par ceux et celles qui sont en charge de la cité qui ne déborde de commentaires où l'invective le dispute à l'injure ou aux lassitudes irritées. Où le racisme fait concurrence au repli sur soi. Un charroi de propos désabusés tellement violents que des organes de presse ont décidé de mettre en place une modération sur leur site, voire interdit la publication de réactions.

Mais cette irritation n'est pas qu'une affaire de trolls ou d'internautes voulant recréer un "Fight Club" virtuel. Le "Brexit" britannique est un avatar de ce mécontentement citoyen, comme l'élection de Donald Trump. Le populisme voit, partout, ses voiles gonfler d'un vent mauvais. Chez nous, l'enquête "Noir, jaune, blues" commanditée par la fondation "Ceci n'est pas une crise", un think tank associant des citoyens et des politiciens de différents horizons, a objectivé ce grand •

→ malaise. Le sondage, qui trouvera bientôt un prolongement en télé (mercredi 26 sur La Une), établissait que seuls 21 % de nos citoyens considéraient que le système politique belge n'était pas un échec, que 68 % trouvaient que la démocratie fonctionnait mal ce qui laissait à penser qu'une majorité d'entre nous seraient tentés par un "pouvoir fort".

Cerise sur l'indigeste gâteau: si l'enquête a fait grand bruit lors de sa parution en janvier dernier, on ne saurait faire l'impasse sur un fait. Elle a été réalisée en deux séquences: fin 2015 et en août 2016. Avant les affaires "Publifin"... On peut donc imaginer l'effet de ces dernières sur le chagrin politique des Belges. Il faut, certes, se méfier des sondages, mais le dernier baromètre "Confiance et bien-être" réalisé par l'Institut Solidaris en septembre 2016 recoupe les résultats de "Noir, jaune, blues": 68 % des gens interrogés affirmaient que l'offre politique ne répondait plus à leurs attentes. De quoi confirmer qu'en la matière, il y a du pain sur la planche. Et pas qu'un peu.

Pas de quoi faire peur à la foule qui a investi le hall du campus de l'UCL à Mons. En ce jour ensoleillé de vacances de printemps, la fine fleur des politologues francophones du monde entier s'est réunie pour plancher sur "L'État face à ses transformations" au Congrès de l'Association belge de science politique. La journée est consacrée à une trentaine d'ateliers dont les thèmes vont du "populisme", à la "souveraineté" en passant par les "innovations démocratiques". En début de soirée, un débat entre cinq politiciens doit animer la problématique de la transformation de notre société.

À l'aune des hauts-le-cœur provoqués dans l'opinion publique par Publifin, voilà qui promet. Sauf que la vision académique de la politique est fort peu teintée des préoccupations citoyennes et de l'exaspération populaire. Certes, les politologues français abordent, informellement, l'état de l'opinion publique aux prises avec la prochaine élection présidentielle, son inconstance, l'indécision ou se désolent du débat, mais c'est plus en "électeurs" qu'en "chercheurs". Ce qui n'est guère étonnant: quand on est à l'université, on pense plus la réalité qu'on ne la décrit ou qu'on ne la vit. Certes, on la frôlera dans certaines thématiques, mais frontalement, le ras-le-bol citoyen et ses cau-

ses ne feront l'objet d'aucun atelier. Plus étonnant, lorsqu'on abordera en séance plénière avec les politiques les éléments "saillants" de la vie de nos États, aucun de nos représentants ne citera la désaffection citoyenne. Sur les 90 minutes de débat, on parlera du rôle des nouvelles technologies, des problèmes communautaires et de l'Europe. Et 3 minutes de la "crise de la représentation". Mais sur les 90 minutes, pas une seconde ne sera consacrée aux "affaires". Pas une.

### Les causes du mécontentement

*"Publifin, c'est une grosse goutte qui tombe dans un vase déjà bien rempli, commente Min Reuchamps, professeur à l'UCL et président de l'Association belge de science politique. Je ne pense pas que cette dernière séquence change fondamentalement l'attitude de l'électeur par rapport à sa représentation politique. Quand on est représenté, il y a une distance qui se crée. Donc une tension. Cette tension, elle est présente partout dans le monde. La raison pour laquelle les gens n'ont pas confiance vient d'un constat d'impossibilité: ils savent très bien qu'il n'y a pas d'alternatives. Les causes sont évidemment multiples: constatation des scandales politiques, dilution dans une lasagne institutionnelle à l'intérieur, dans des organismes comme le FMI ou l'Union européenne, à l'extérieur, du pouvoir "national" perçu comme désormais incapable... Mais fondamentalement, bien qu'excédés, ils ne sont pas prêts à remettre leur destinée entre les mains d'un despote, fût-il éclairé. Il y a blocage."*

Mais le chercheur avance un constat encore plus interpellant: *"C'est la jeune génération qui est la moins attachée à la démocratie".* Ainsi, les 15/25 ans sont les moins acquis à la démocratie parce qu'ils n'ont connu qu'elle comme mode de gouvernement. Et Min Reuchamps de souligner que, dès l'aube de la démocratie, dans la Grèce antique, il y avait déjà des mécontents. Même s'il convient qu'il y a une accélération du phénomène ces

dernières années. Pour John Pitseys, chercheur au Crisp: *"Il faut savoir ce qu'on veut. Soit on veut que les représentants ressemblent aux représentés et dans ce cas-là on ne doit pas s'étonner qu'ils aient les mêmes défauts que les représentés. Soit on admet que les représentants ne doivent pas ressembler aux représentés car on exige d'eux des qualités particulières. Dans ce cas-là, il ne faut pas s'étonner qu'il y ait une déconnexion entre le représentant et les représentés. Les gens qui consacrent 90 % de leur énergie vitale à faire de la politique n'ont pas le temps de vivre comme des gens "normaux"."*

Les gens ne sont pas contents et ils ont raison. Mais les politiques ne sont pas contents non plus. Parce que, d'une part, les réseaux sociaux ont créé l'exigence citoyenne de réponses plus rapides et que, par ailleurs, les citoyens ne bougent pas dans leur grande majorité. L'individualisme, le matérialisme et la capacité donnée à chacun de s'exprimer depuis son téléphone - s'exprimer, ce n'est pas forcément "communiquer" - font qu'on n'est plus vraiment ensemble.

*"Une des solutions, c'est que chacun change ses pratiques chez soi, poursuit Min Reuchamps. "Soyez le changement que vous voulez voir dans le monde" disait Gandhi... Et créer le cadre qui permette d'accueillir ce changement individuel dans un collectif. Et, aussi, rechercher les gens qui ne veulent pas venir dans le collectif. Le tirage au sort, par exemple, me semble être une piste intéressante: constituer par le hasard des assemblées consultatives (lire ci-contre). Ça ne va pas marcher du jour au lendemain, mais peu à peu ça change le rapport du citoyen à la politique. Une autre piste: la démocratie dans les organisations et surtout dans les entreprises, c'est-à-dire là où l'on passe la plupart de notre temps. Des études montrent qu'une entreprise "démocratique" avec plus de participation des travailleurs n'est pas moins performante. Enfin, bien sûr, l'éducation dans les écoles. L'éducation appliquée: intégrer les élèves dans certaines décisions, par exemple."*

Les idées ne manquent pas. Et certaines fonctionnent. L'Islande a connu une révolution démocratique à la suite de la crise financière de 2008 dont tout laisse à croire qu'elle est un succès, même si semble persister un certain mécontentement par rapport à la présente austérité budgétaire. Là-bas, lors de vastes assemblées complétées par une importante participation Internet, les citoyens ont écrit leur nouvelle Constitution. Certes exemplaire, l'Islande est loin, peu peuplée, et est moins liée internationalement. Une réappropriation de ce type est-elle possible en Belgique? *"Personne n'a la réponse, conclut Reuchamps. Il est clair que nous sommes, en Europe, dans une logique de délitement du lien social et une recherche d'une réponse politique autoritaire. La démocratie a un prix. Mais il est nettement moins élevé que celui qu'on paiera pour un régime non démocratique. Mais soyons clairs, la démocratie c'est un compromis, et dans un compromis il y aura toujours de la frustration."* ❁

# Les citoyens au pouvoir

**Trente Wallons ont été choisis dans le but de déterminer la politique à mener pour faire face au vieillissement de la population.**

Pour redorer un système qui a perdu de son éclat, le Parlement wallon tente une expérience: le panel citoyen. Sur initiative de son président André Antoine, 1.000 Wallons non élus et tirés au sort ont pu donner leur avis sur les politiques liées au vieillissement de la population (âge de la pension, retraite active, perte d'autonomie et euthanasie). Parmi eux, trente ont été sélectionnés pour plancher plus concrètement sur ces thématiques entre le 21 avril et le 12 mai prochain, afin de déterminer la direction à suivre dans la Région à l'horizon 2025-2045. Ces derniers toucheront un jeton de présence de 205 € par réunion. Le panel remettra une série de recommandations - non contraignantes! - aux ministres et députés wallons.

Apparue en Allemagne dans les années 70, utilisée au Danemark, au Canada et dans certains États américains, l'idée donne des résultats innovants. Le panel citoyen n'est toutefois qu'un instrument de la démocratie participative parmi d'autres. Certains voudraient que ce tirage au sort remplace les élections, afin que personne ne puisse programmer une "carrière politique" et que toutes les couches sociales soient justement représentées. Sans aller jusque-là, la Wallonie suggère la possibilité de tenir des "consultations populaires" afin d'avoir l'opinion des Wallons sur certaines questions. Mais là non plus, quand il y en aura, les résultats n'auront aucune valeur contraignante pour le gouvernement... - N.S.

# Claude Eerdeken

## “Ils se sont tout partagé...”

Le doyen, en ancienneté, des mandataires belges se lâche. Et ne cache pas que “cette politique-là” le dégoûte.

Il fut, à 23 ans, le plus jeune bourgmestre du Royaume. Il l'est toujours. Mémoire politique vivante, Claude Eerdeken a été député fédéral et wallon, ministre communautaire, l'homme a collectionné les expériences. Il fut également l'un des membres de la commission Dutroux. Cet avocat a toujours eu le verbe vif. Trop, parfois. Aujourd'hui, il est calme, mais quand même en colère. L'affaire “Publifin” a coûté à sa commune d'Andenne plus de 4 millions d'euros.

### **Ça a toujours été comme ça, les hommes politiques se servant dans les caisses?**

CLAUDE EERDEKENS - Sans vouloir donner toutes les vertus au temps passé - car ce serait bien naïf -, c'était différent avant. Prenons le cas de Liège, dans le secteur des intercommunales, il y a 40 ans, les dirigeants étaient très vertueux. Il s'agissait de faire fructifier un actif pour la province de Liège et pour les communes associées dont nous étions d'ailleurs. Quand on constate ce qui s'est passé avec Publifin, on se rend compte que trois générations après les pères fondateurs de ces intercommunales, l'appât du gain a remplacé le service de l'intérêt général.

### **Cependant, par le passé, on a eu l'affaire Agusta, l'assassinat d'André Cools...**

L'exaspération actuelle est le fruit d'une superposition d'éléments. Principalement, l'impuissance des politiques à régler des problèmes et la montée du matérialisme et de l'individualisme ont été plus forts que les règles de bonne gouvernance établies pour corriger les travers d'une époque.

### **Les citoyens ont-ils jamais été satisfaits?**

Oui, il y a 30 ou 40 ans, c'était le cas. Le gâteau était suffisamment gros pour qu'à la fois les classes populaires et les classes dirigeantes y trouvent leur compte. Le libéralisme a changé cela: il y a de moins en moins de gâteau pour les classes populaires.

### **S'agissant de gâteau, que pensez-vous de sa tranche liégeoise, dont on parle en ce moment, en commission, au Parlement wallon?**

Le vrai scandale, c'est le système mis au point par les le MR, le PS, le cdH et Écolo, pour s'y partager la richesse publique... Lors de l'assemblée générale de Publifin du 30 mars dernier à laquelle je m'étais rendu pour exprimer toute la désapprobation de la ville sur le sujet, on sentait la chape de plomb, la peur... Ce qui m'a vraiment frappé, c'est Jean-Michel Javaux qui se faisait le défenseur du système. C'est surprenant que dans le chef d'un ancien président d'Écolo, il n'y ait pas le moindre signe de désapprobation à l'égard de Publifin...

### **Mais pourquoi?**

Parce qu'à Liège, ils se sont tout partagé... À Liège, il n'y a pas que les intercommunales, il y a aussi le secteur économique: Meusinvest, la Sogepa, etc.

### **Vous, vous avez des remords par rapport à vos propres pratiques?**

J'ai longtemps soutenu le cumul des mandats bourgmestre/député. Ce n'est plus le cas aujourd'hui... - G.D.B.

# La morale publique s'est effondrée"

Dans son livre *"Plus à rien à faire, plus rien à foutre"*, Brice Teinturier décrit ces citoyens qui ont fait de leur ras-le-bol une arme de décrédibilisation des élites qui nous gouvernent. Vous en avez marre des politiques? Lisez cette interview: elle parle de vous. - Texte: Sébastien Ministru -

**Q**uand on en a marre de la politique, on en a marre de ceux qui commentent la politique. On en a donc marre des sondages. Malheureusement pour Brice Teinturier, directeur général délégué d'Ipsos, autant dire le Taj Mahal des instituts de sondage en France, qui ne peut que constater cette méfiance du public vis-à-vis des enquêtes. Un début d'allergie qui s'apparente à *"une contestation de tout le système d'expertise"* et s'inscrit dans un climat de ras-le-bol politique à travers lequel Teinturier a identifié une nouvelle force silencieuse incarnée par ceux qui n'en ont "plus rien à faire" (lorsqu'ils sont modérés) ou "plus rien à foutre" (lorsqu'ils sont très remontés).

Des citoyens qui coupent le son quand tinte la mélodie anesthésiante d'une classe politique jugée sourde à leurs attentes. Des hommes et des femmes, perdus pour l'isoloir, qui décrédibilisent la portée du message politique en s'en détournant. Des électeurs vexés d'être traités en machines à consommer ou en simples clients d'un bazar où, de toute façon, ils ne sont jamais rois. De ces observations, Brice Teinturier, habitué des plateaux de télé et déjà booké sur France 2 au soir des deux tours de la présidentielle, en a fait un livre - *"Plus rien à faire, plus rien à foutre"* - récemment récompensé du prix du meilleur livre politique.

**Quelle est la différence entre un citoyen dont le vote est contestataire et un citoyen qui n'en a plus rien à foutre?**

**BRICE TEINTURIER** - Ceux qui sont en contestation sont en relation avec le système. Ils peuvent être en colère, ils protestent, mais ils ne s'éloignent pas du système, ils ne se désengagent pas. Ce que j'appelle la PRAF attitude - ceux qui n'en ont Plus Rien À Foutre - renvoie à des électeurs qui disent être indifférents ou dégoûtés de la politique. C'est un mouvement profond de désengagement qui ne conteste pas et ne proteste pas.

**Est-ce un mouvement qui exprime un ras-le-bol de la politique ou des politiques?**

Ce n'est pas un ras-le-bol de la politique ou des politiques. C'est un mouvement de désillusion qui va au-delà de la déception et prend plusieurs chemins. En France, c'est un ébranlement très profond issu du double quinquennat de Nicolas Sarkozy et de François Hollande où on est passé à un palier supérieur - après celui des déçus de Mitterrand et des déçus de Chirac. Sarkozy et Hollande, par leur façon d'exercer le pouvoir et par le manque de résultats de leur politique, sont les accoucheurs de la PRAF attitude.

**Les médias jouent un rôle dans la construction de l'identité des prafistes...**

Nous sommes dans une décennie où le numérique prend une importance capitale dans la façon dont les citoyens ont de s'informer. Ils réagissent très fort contre une information qui, en termes de référentiels communs, met l'accent soit sur l'hyperconsommation, soit sur la tradition. Les médias se focalisent sur la consommation - l'ali-

**Dans les pays nordiques, il y a une culture de l'exemplarité et de la décence politiques.**

mentation, la téléphonie mobile, etc. -, on se réfère donc au consommateur et pas au citoyen. Ces mêmes médias mettent en scène la tradition dans une sorte d'éloge du patrimoine - des émissions sur les plus beaux villages de France, le 13 heures de Jean-Pierre Pernaut sur TF1, l'explosion du savoir-faire culinaire... Dans les deux cas, cela correspond à certaines attentes des consommateurs - les médias le savent sinon ils changeraient leur fusil d'épaule -, mais ce type d'information finit par avoir un effet sur les citoyens dans leur rapport à la politique.

**Et, de scandale en affaire, qu'en est-il de la réaction des citoyens face au comportement non exemplaire des politiques?**

Nous vivons dans une société où la morale publique s'est effondrée. On peut en effet citer un certain nombre d'affaires politiques - même si la vie politique est aujourd'hui beaucoup plus saine qu'elle ne l'était il y a une trentaine d'années -, mais il y a eu aussi une série de chocs provenant de la sphère entrepreneuriale. Je parle des scandales pharmaceutiques, ou de celui des contrôles anti-pollution de Volkswagen. Le milieu sportif aussi a montré une faillite de la morale qui commence en 2006 avec le coup de boule de Zidane. C'est difficile de s'identifier aujourd'hui à des modèles d'exemplarité... Mais l'actualité, avec notamment l'affaire Fillon, vient servir ma thèse et amplifier ce mouvement de désengagement. Sans compter que les gens se distancient des politiques qui ont des postures...

**Lesquelles?**

Lorsqu'ils s'emparent d'un sujet - la théorie du genre, par exemple - et le dramatisent ou le montent en épingle. C'est une posture qui permet aux politiques de se poser en vigies attentives aux dangers de la société. Or les citoyens savent que les dangers de la société, c'est le chômage, le terrorisme, le financement des retraites... Ces postures

participent aussi de la PRAF attitude qui dit tout simplement "On n'en peut plus de tout ça".

**Existe-t-il une corrélation entre ce désengagement de la politique et le fait que l'espace public a été monopolisé par le débat sur le mariage pour tous ou la question des migrants qui, pour certains électeurs, sont secondaires?**

Non, je ne crois pas. D'autant qu'en France, le mariage pour tous n'a pas été une question secondaire. C'est la durée du débat qui a fini par lasser. Sur le mariage pour tous, des millions de Français n'ont pas considéré qu'il s'agissait d'un droit supplémentaire accordé à une communauté mais d'un changement qui va saper les fondements de la société. Pourquoi l'ont-ils vécu ainsi? Parce qu'en France, nous avons une forte revalorisation de la tradition. Et ça ne fait que progresser. En 2008, 32 % des Français affirmaient "Dans ma vie, je m'inspire des valeurs du passé", aujourd'hui, ils sont plus de 50 %. C'est un contrecoup à une société où les valeurs marchandes ont été privilégiées.

**L'émergence de ces citoyens qui n'en ont plus rien à foutre est un symptôme de mauvaise santé de la démocratie...**

C'est quand même révélateur d'une insatisfaction. C'est problématique car la démocratie a besoin d'engagement, de soutien et d'ardeur. C'est le seul régime qui accepte sa propre critique à condition de dépasser cette critique. Si on a de plus en plus de citoyens qui s'écartent d'un espace collectif, qui considèrent qu'un autre régime politique serait aussi bien - c'est quand même grave. Il est impératif de combattre les causes de la PRAF attitude et de remettre les citoyens, qui ont la sensation de ne pas être entendus, dans le jeu politique.

**Existe-t-il des alternatives pour une**

**meilleure représentativité des citoyens? On pense aux modèles des pays nordiques...**

Ils ont su éviter le désengagement des électeurs car ce sont des plus petits pays. Cela n'a l'air de rien, mais c'est plus facile de fabriquer un référentiel commun dans ces pays. Et puis, dans ces pays nordiques, il y a une culture de l'exemplarité et de la décence politiques qui est plus forte que chez

nous. Mais le mouvement des “plus rien à foutre” existe ailleurs. Aux États-Unis, ils se trouvent dans les 40 % d’abstention à l’élection de Trump. Une situation mondiale incertaine, une femme pour la première fois en course, un homme détesté par une partie du pays, tout cela aurait dû mobiliser, mais 40 % d’Américains ont dit “on s’en fout”.

**Au désengagement que suscitent les politiques s’ajoute une perte de confiance vis-à-vis des sondages. Comment l’analysez-vous?**

Il y a d’abord les lectures complotistes qui fleurissent sur les réseaux sociaux qui disent que la voix de tout un chacun vaut autant que celle d’un autre. Il y a donc une critique radicale de tout le système d’expertise. Ensuite, il y a les médias qui colportent une série de stéréotypes sur les sondages d’opinion: ils se tromperaient tout le temps, ils ne permettent plus de voir les choses... Le problème c’est lorsqu’on casse cet outil qu’est le sondage, on se retrouve avec des indicateurs qui relèvent de la croyance, souvent des bobards.

**Pourtant, l’élection de Trump et l’échec de Geert Wilders aux Pays-Bas ont montré que les sondages s’étaient trompés...**

C’est faux. Pour les Pays-Bas, les sondages ont montré qu’il y avait une baisse des intentions de vote en faveur du candidat populiste. Et sur Trump, les sondages n’étaient pas si mauvais, ce sont les journalistes et les commentateurs qui ont fabriqué des anticipations qui se sont avérées défectueuses. Mais de simplification en simplification, on colporte des choses inexactes qui finissent par donner un discours anti-sondages, alimentant la PRAF attitude. ✖